le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 28 juin 2020 N° 467 PRIX : 0,60 Euro

Mali

Un pouvoir à la recherche d'une bouée de sauvetage

Sommaire au verso

Sommaire

Pages 2-4 : **Mali**

- Un pouvoir à la recherche d'une bouée de sauvetage

Page 4 : **Mali**
- Moussa Traoré joue au petit pompier de service

Page 5 **: Sénégal**
- Le gestionnaire de l'eau n'est plus le même mais le calvaire des familles populaires demeure

Pages 5-9 **: Côte d'Ivoire**
- Face à la vie chère …
- L'exploitation scandaleuse des enfants …
- Les premiers responsables du drame d'Anyama
- Trois femmes accusées de sorcellerie sont tuées par des élèves

Page 9 : **Tchad**
- À quand le titre de président à vie pour Déby ?

Pages 9-10 : **Immigration**
- Les graves répercussions du confinement et de la crise économique

Pages 10-11 **International**
- C'est tout le système capitaliste qu'il faudra déboulonner !

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

MALI : UN POUVOIR À LA RECHERCHE D'UNE BOUÉE DE SAUVETAGE

Le vent de la contestation sociale secoue fortement le pouvoir du président malien Ibrahim Boubacar Keïta (IBK). Les manifestations du 5 et du 19 juin ont rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes aux cris de « IBK démission ». Ce sont les fraudes électorales lors des dernières élections législatives qui ont été le détonateur du mouvement mais s'il y a eu autant de gens dans la rue, c'est parce IBK et son clan ont accumulé les ressentiments et les frustrations de nombreuses catégories sociales de la population malienne durant des années.

Sentant la terre trembler sous ses pieds, le président malien utilise toutes sortes de ruses pour désamorcer la contestation : renouer le dialogue avec des personnalités de l'opposition, les acheter si possible en leur offrant une place au gouvernement, refaire éventuellement les élections législatives là où les résultats sont contestés, modifier la composition de la Cour constitutionnelle dont la présidente est discréditée parce qu'elle a validé les résultats frauduleux des dernière élections, lâcher quelques concessions aux enseignants en grève, etc.

Il y a certainement dans l'opposition actuelle des candidats prêts à monnayer leur position en échange d'une place à la mangeoire mais si jusqu'à présent on ne les voit pas se bousculer au portillon c'est parce qu'ils ne savent pas si en montant dans l'embarcation d'IBK ils ne risquent-pas de sombrer avec lui au cas où la tempête sociale souffflerait encore plus fort.

Jusqu'à présent, malgré l'intervention des émissaires de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et l'Union Africaine, l'imam Mahmoud Dicko qui est à la tête du mouvement de contestation, semble s'en tenir à son mot d'ordre appelant le départ d'IBK.

Cet imam n'est devenu un adversaire d'IBK que récemment. Il a été un des principaux soutiens de ce même IBK lors de l'élection présidentielle de 2013. Il était alors à la tête du Haut Conseil islamique et ne cachait pas son « amitié » avec le candidat IBK. Durant les premières années de pouvoir d'IBK après son élection en 2013, l'imam Dicko a fait partie des personnalités invitées aux voyages officiels du président, notamment dans les pays du Golfe, pour obtenir quelques miettes des monarchies pétrolières auprès de qui il avait bonne presse.

…:/…

Cet imam ne cache pas son idéologie réactionnaire basée sur les principes les plus rétrogrades. En 2009, lorsque le président Amadou Toumani Touré (ATT) a voulu apporter un semblant de toilettage au vieux code de la famille en vigueur au Mali, l'imam Dicko a brandi le Coran pour s'opposer à toute modification relative au statut de la femme. Pas question de relever l'âge minimum de mariage légal des jeunes filles (qui était alors fixé à 15 ans voire moins si les parents et le juge l'autorisaient). Pas question de relever la part de l'héritage des femmes et des filles en cas de décès du conjoint ou du père ni de modifier ou de supprimer la partie stipulant que la femme doit « obéissance à son mari ».

L'imam Mahmoud Dicko en meeting

Cet imam a mobilisé plusieurs dizaines de milliers de personnes dans les rues et dans le stade de Bamako pour exiger le retrait de ce nouveau code de la famille. ATT a fait marche arrière et l'a retiré alors qu'il venait d'être voté au parlement.

Ce qui était arrivé au président ATT en 2009 arriva aussi à IBK en décembre 2018 lorsque son ministre de l'Éducation nationale a voulu introduire à l'école publique quelques notions d'éducation sexuelle. L'imam Dicko a de nouveau multiplié les prêches dans les mosquées et mobilisé ses partisans contre l'introduction de soi-disant « valeurs occidentales » dans la jeunesse. Le président ami d'hier, est devenu la bête noire de l'imam.

Très rapidement, IBK a reculé devant la mobilisation en contredisant le projet de son ministre. Ce faisant, il n'a fait que renforcer la popularité de cet imam devenu au fil du temps, le point de convergence des opposants au régime. On trouve à ses côtés, de nombreux politiciens, des anciens Premiers-ministres ou ministres, déçus pour avoir été exclus par IBK ou pour n'avoir pas été choisis par lui, des dirigeants d'associations religieuses, des gens qui reprochent à IBK d'être « trop mou » face à la rébellion dans le Nord, d'être trop à la botte de la France, de ne pas être capable de juguler les mouvements terroristes, de « sacrifier » les soldats maliens, de sacrifier la scolarité de la jeunesse, d'utiliser ses soldats pour massacrer des villageois, etc.…

À cela il faut ajouter le ras-le-bol général contre le couvre-feu et contre l'aggravation des conditions d'existence d'une grande partie de la population, l'incapacité du pouvoir à faire fonctionner correctement l'eau et l'électricité, la corruption qui gangrène l'appareil d'État jusqu'au sommet, etc.

Au total cela fait beaucoup de mécontents, y compris au sein de l'appareil d'État et de l'armée. Cela explique peut-être le fait que dans la situation présente, IBK cherche plutôt le consensus et la négociation avec l'imam plutôt que la confrontation brutale.

Les travailleurs, qu'ils soient salariés de l'administration ou du secteur privé, ont aussi des choses à dire contre ce régime qui les méprise. Ils ont leurs revendications à faire valoir, concernant les salaires, les logements, la scolarité de leurs enfants, la cherté de la vie, etc.

L'État malien est entre les mains d'une clique plus apte à dilapider les caisses publiques pour son enrichissement personnel qu'à répondre aux besoins de la population. Mais les hommes politiques qui aujourd'hui sont regroupés derrière l'imam Dicko et qui

demandent le départ d'IBK, ne valent pas mieux. Ils ont déjà « mangé » à sa table ou à celui de ses prédécesseurs. Aller à leur remorque et les aider à revenir au pouvoir ce serait comme si on leur donnait le bâton pour nous frapper.

La seule politique qui permettrait de défendre les intérêts présents et futurs des travailleurs serait celle qui leur permettrait d'agir en tant que classe sociale ayant des objectifs et des intérêts qui ne sont pas les mêmes que ceux des politiciens professionnels de la bourgeoisie. Si les travailleurs ne se dotent pas d'une organisation politique propre à leur classe sociale, ils risquent de servir de marchepied à leurs ennemis de demain.

Mali

MOUSSA TRAORÉ JOUE AU PETIT POMPIER DE SERVICE

L'ancien dictateur Moussa Traoré a répondu présent à l'appel au secours d'IBK pour l'aider à renouer le dialogue entre lui et l'imam Mahmoud Dicko. Muni de son chapelet et affublé de son boubou des grands jours, Moussa Traoré a donc invité l'imam à son domicile. De quoi ont-ils causé ? Il n'a pas été très bavard sur ce sujet. Il s'est contenté de dire qu'il n'est « ni médiateur ni arbitre ». Visiblement, il n'a rien obtenu de l'imam Dicko puisque celui-ci, après la rencontre, a continué à exiger comme préalable à toute discussion, la démission d'IBK.

Rappelons que le général Moussa Traoré a été au pouvoir durant 23 ans. Il y est parvenu par un coup d'État contre Modibo Keita en décembre 1968 (il était alors un lieutenant dans l'armée malienne) et a été délogé par un autre coup d'État, celui du lieutenant colonel Amadou Toumani Touré en mars 1991 alors que son régime faisait face à une révolte estudiantine soutenue par la population. Le 22 mars 1991, plusieurs milliers de jeunes manifestent à Bamako. La répression sanglante s'abat sur eux, faisant une centaine de morts. Quatre jours après, le 26 mars, Moussa Traoré est renversé.

Durant son long pouvoir il a exercé une dictature féroce. De nombreux opposants ont été massacrés, emprisonnés à vie ou condamnés à vivre en exil. Son armée et sa police se sont fait remarquer autant par leur férocité que par leurs rackets et leur corruption. Le renversement de son pouvoir a été accompagné par des scènes de liesse populaire, notamment à Bamako.

De décembre 1968 à mars 1991, Moussa Traoré a gouverné par la terreur

Après son renversement, Moussa Traoré a passé quelques années en prison puis a été gracié en 2002. Il passe sa retraite dorée dans sa résidence privée où il ne manque de rien. Il est de temps en temps invité en tant que « sage » dans certaines cérémonies officielles et c'est bien évidemment à ce titre qu'il a été invité par IBK pour servir de médiateur entre lui et l'imam Dicko. Aujourd'hui, il joue le rôle du sage mais personne n'a oublié que durant 23 ans il a été à la tête d'une dictature impitoyable !

LE GESTIONNAIRE DE L'EAU N'EST PLUS LE MÊME MAIS LE CALVAIRE DES FAMILLES POPULAIRES DEMEURE

Dakar : Un camion citerne livrant de l'eau potable

Depuis le 1er janvier 2020, la Sénégalaise des eaux (Sde) est devenue Sen'Eau et appartient majoritairement au groupe français Suez. Le gouvernement sénégalais comme les dirigeants de la nouvelle entreprise avait dit que dorénavant l'approvisionnement en eau de la capitale et de sa banlieue allait nettement s'améliorer et que la population ne vivra plus le calvaire de la pénurie d'eau qui dure depuis des années.

En réalité, rien n'a changé dans les quartiers populaires. Les habitants qui payent pourtant des abonnements pour avoir un compteur d'eau chez eux restent parfois plusieurs jours sans eau. Voici ce que dit un habitant vivant dans une banlieue populaire de Dakar : « *Avant, on avait de l'eau à partir de 20 heures. Maintenant, on doit attendre 1 ou 2 heures du matin. […] je mets un réveil en pleine nuit pour remplir quatre bidons de 10 litres. Cela me prend deux heures tellement la pression est basse* ».

Tous les habitants des quartiers populaires vivent ce problème. Quand la colère gronde et qu'ils s'organisent pour protester vigoureusement dans la rue et devant les agences de la société qui a en charge la distribution de l'eau, l'eau revient comme par miracle et puis cela recommence.

En cette période de forte chaleur doublée du risque sanitaire lié à la propagation du corona virus, cela devient encore plus insupportable. Comment se laver fréquemment les mains et les habits alors que l'eau fait défaut ? Sans compter que depuis la crise sanitaire, de nombreuses familles ne pouvant plus payer les factures, ont été rayées de la liste des abonnés.

Pour la directrice de Sen'Eau, il n'y a pas de problème. «Aujourd'hui, toutes les productions fonctionnent comme elles n'ont jamais fonctionné, c'est-à-dire au maximum», dit-elle. Et quand on lui demande pourquoi il y a une pénurie d'eau, elle répond que c'est à cause des dernières intempéries ! En un mot son boulot consiste à encaisser l'argent des factures sans trop s'occuper de l'approvisionnement. Les prochaines colères de la population vont peut-être lui rappeler quelques vérités qui ne lui plairont pas !

Côte d'Ivoire

FACE À LA VIE CHÈRE, Il FAUT CONTRAINDRE LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT À SACRIFIER LES PROFITS PLUTÔT QUE NOS VIES ET NOS SALAIRES !

Le 25 juin dernier, une haute personnalité du ministère du Commerce est allée à Tiassalé pour sensibiliser les commerçants sur le plafonnement des prix de certaines denrées de grande consommation comme le riz, la viande, l'huile, la tomate en concentrée, le sucre et autres. À Abidjan, de telles sensibilisations ont aussi eu lieu. Le gouvernement prétend ainsi soulager les populations pauvres mais la réalité est là, les tra-

vailleurs et les populations pauvres subissent de plein fouet le coût de la vie qui ne cesse de grimper.

Ce n'est pas la première fois qu'une telle opération est menée. Par le passé, il y en a eu bien d'autres. On peut citer entre autres, l'affichage des prix, le contrôle des instruments de mesure, etc. Ces opérations ont toutes été inefficaces. Pire, elles ont plutôt donné lieu à des opérations de racket des petits commerçants par les contrôleurs quand elles n'ont pas servi de prétexte pour subventionner à coup de milliards les commerçants grossistes ainsi que les importateurs de denrées.

Aujourd'hui, le gouvernement parle de plafonnement des prix mais c'est de la poudre aux yeux. S'il était vraiment soucieux de lutter contre la cherté de la vie, il pourrait déjà commencer par augmenter sensiblement le salaire minimum légal et veiller à ce qu'il soit réellement appliqué par les employeurs. Il devrait aussi indexer le salaire des travailleurs sur le coût réel de la vie pour que ce qui est donné d'une main ne soit pas repris de l'autre. Ce serait une simple mesure de salut public, mais on ne peut pas attendre cela d'un gouvernement complètement à plat ventre devant le patronat.

Ce sera aux travailleurs de l'exiger par leurs luttes collectives sur leurs lieux de travail, dans leurs quartiers et dans la rue.

Côte d'Ivoire

L'EXPLOITATION SCANDALEUSE DES ENFANTS ET LES GESTICULATIONS HYPOCRITES DES AUTORITÉS

Des enfants en train de trier des fèves de cacao

Le 25 juin, la Première Dame, tête de file de la prétendue lutte contre le travail des enfants en Côte d'Ivoire, a fait des dons à l'unité de police en charge de la lutte contre cette pratique officiellement interdite. Ce sont des véhicules de type 4 x 4 doubles cabines, des motos, du mobilier de bureau, du matériel informatique, 5.000 masques et des produits de lavage des mains. Ont assisté à cette cérémonie, tout un parterre de hautes personnalités dont des ministres, des représentants du corps diplomatique et autres institutions internationales. Il y a eu beaucoup de discours, des bilans ont été dressés selon lesquels plus de 320 trafiquants (qui servent d'intermédiaires ou de convoyeurs d'enfants vers leurs lieux d'exploitation) auraient été mis aux arrêts dans différentes localités grâce aux opérations de police.

Les intervenants ont surtout mis l'accent sur la répression policière mais pas un mot sur les causes profondes du phénomène, à savoir qu'il y a d'un côté la misère qui pousse les familles pauvres à faire travailler les enfants pour apporter un peu d'argent à la maison et de l'autre, des personnes qui veulent tirer profit du travail des enfants mal payés. Au sommet de cette pyramide d'exploitation, notamment dans le cas des plantations de cacao, il y a les grandes firmes internationales qui font d'énormes profits et entre les deux, l'État ivoirien qui prend sa part du gâteau. La menace de sanction américaine sur le cacao ivoirien décrié par des associations de défense des droits des enfants, n'est pas étrangère au cinéma que fait actuellement le gouvernement ivoirien sur sa prétendue

lutte contre l'exploitation des enfants dans les plantations. Il y va de son intérêt.

Il n'est pas besoin d'aller dans les plantations de cacao à l'intérieur du pays pour se rendre compte de la réalité du travail des enfants. Il suffit de s'asseoir dans un maquis pour constater qu'il y a de nombreux enfants ou adolescents qui sont cireurs de chaussures ou qui vendent de petites choses. Dans les marchés, il y en a qui proposent d'aider à transporter les bagages, d'autres vendent de l'eau en sachet ou des emballages en plastique.

C'est la pauvreté qui pousse une grande partie de la population, adultes comme enfants, vers la débrouillardise pour survivre. Dans ce pays, pour ceux qui ont «la chance» d'avoir un travail, les salaires des ouvriers sont bas et suffisent rarement à couvrir les besoins les plus élémentaires de leurs familles. Résultat pour beaucoup, les enfants doivent se débrouiller. Dans les campagnes, c'est la même situation que vivent les familles des paysans pauvres. C'est le sort que réserve la société capitaliste à l'ensemble des pauvres de ce pays comme à ceux d'ailleurs.

Côte d'Ivoire

C'EST L'ÉTAT ET LE GROUPE BOLLORÉ QUI SONT LES PREMIERS RESPONSABLES DU DRAME D'ANYAMA

Dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 juin un glissement de terrain a endeuillé un quartier d'Anyama, commune de la banlieue proche du nord d'Abidjan. Le bilan fait état de 17 personnes décédées, 8 autres blessées, 52 familles sinistrées (soit 733 personnes) ainsi que 4 personnes portées disparues.

Ce quartier du nom de « Derrière-rail » jouxte la ligne de chemin de fer. Les logements sinistrés sont en contrebas et les rails traversent le quartier en hauteur sur une butte. Ce sont donc ces installations de la RAN (Régie Abidjan Niger) qui ont cédé sous les eaux de pluie, entrainant une coulée de boue. Les images de ce drame ont fait le tour des réseaux sociaux. L'image des personnes prises au piège de la coulée de boue et qui sont mortes par étouffement, hanteront pour longtemps la mémoire des habitants des quartiers précaires.

Mais la grosse pluie n'explique pas tout. S'agissant des rails suspendus dans le vide au-dessus du quartier, il y a bel et bien l'entière responsabilité de l'État et de Bolloré-Logistique, groupe qui exploite les chemins de fer en Côte d'Ivoire. Des travaux ont été lancés récemment pour rénover la voie ferroviaire et c'est encore Bolloré qui avait remporté le marché. Ce drame montre que ces travaux ont été réalisés en faisant des économies sur la sécurité des quartiers et l'aménagement du réseau ferroviaire.

Les rails du chemin de fer sont suspendus au-dessus du trou béant suite à un éboulement

La ministre de la Solidarité a fait son cinéma sur ce drame tout en mettant la responsabilité sur les populations vivant dans les zones à risques. Mais elle n'ignore pas que les vrais responsables de ce drame, ce sont en premier lieu l'État de Côte d'Ivoire et le groupe Bolloré. C'est le ministère de la Construction qui octroie les permis de construire. Et dans ce cas précis, c'est une structure mal réalisée de la RAN qui a cédé et qui

a fait que l'eau s'y est engouffrée et a emporté les personnes sur son passage.

Pour le moment, l'État s'en sort à bon compte en faisant l'aumône aux sinistrés.

Côte d'Ivoire

TROIS FEMMES ACCUSÉES DE SORCELLERIE SONT TUÉES PAR DES ÉLÈVES

Un élève en classe de 4ème dans un collège de la localité est décédé. Lors de ses funérailles le 25 juin dernier, ses camarades venus des villages alentours ont organisé une opération de représailles. Ils ont séquestré tous les membres de la famille du défunt pour les contraindre à « dénoncer » le responsable de la mort. C'est ainsi qu'ils sont parvenus à obtenir des prétendus aveux d'une femme parmi ces otages et lui faire citer deux autres femmes qui seraient ses complices. Ligotées pendant des heures, les trois femmes ont été assassinées et enterrées par leurs bourreaux. Voilà où peut parfois mener l'ignorance et l'obscurantisme.

Beaucoup de gens n'ont pas accès aux hôpitaux pour se faire soigner. Et même quand c'est le cas, les hôpitaux publics sont dépourvus de tout et ne le sont que de nom. Dans ces conditions, diagnostiquer avec précision un mal, relève du miracle. En cas de décès, on ne peut même pas faire une autopsie pour en connaître la cause. Comment s'étonner alors que certains continuent de croire que si quelqu'un est mort c'est parce qu'on lui a jeté un sort ? Comment s'étonner que certains en soient réduits aux méthodes des ancêtres qui faisaient recours aux devins et autres féticheurs pour désigner un « coupable » ? C'est ce que les jeunes élèves de Zuénoula ont fait en tuant trois femmes.

Si cette barbarie des temps anciens existe toujours de nos jours c'est parce que le pouvoir et plus généralement le capitalisme est incapable d'apporter le progrès tant dans le domaine sociale que culturelle à l'ensemble de la société. Ils s'appuient alors sur les croyances et les coutumes les plus rétrogrades pour perpétuer ce système d'exploitation et de domination.

L'ignorance et le fatalisme sont des alliés du capitalisme. Ils prospèrent sur le terreau de la misère et empêchent les exploités de prendre conscience de l'origine réelle de la misère et des injustices sociales. Ils sont entretenus par l'élite même du pays car celle-ci trouve son intérêt dans le fonctionnement du système actuel.

Vivement qu'on en finisse avec cette société qui n'est plus en mesure de nous apporter du progrès et nous fait stagner dans l'arriération.

COVID 19 : UN PRÉTEXTE DE PLUS POUR AGGRAVER L'EXPLOITATION

Nutri est une entreprise de fabrication de produits alimentaires située dans la zone industrielle de Yopougon. Elle est connue pour ses biscuits appelés Chipsy. Depuis plusieurs années, les travailleurs de cette entreprise sont en lutte pour exiger l'embauche de ceux qui ont plus de deux ans d'ancienneté. Cette situation est d'autant plus aberrante que certains ont plus de quinze ans d'ancienneté sans être en CDI. Face au patron, les travailleurs ont tenu bon et forts de leur mobilisation, ils ont obtenu l'embauche d'une centaine d'entre eux. Ce processus était en cours lorsque le coronavirus est arrivé. Le patron a aussitôt sauté sur l'occasion pour stopper les contrats en CDI.

Voyant que plusieurs autres travailleurs sont dans l'attente d'une embauche et que cette période de coronavirus n'est pas propice à la mobilisation, le patron en profite pour leur faire signer un contrat à durée déterminée, ce qui les expose à un renvoi à tout moment ou à un chômage technique sans le sou.

…/…

La direction et les actionnaires de l'entreprise se frottent les mains mais attention au retour de la manivelle car la colère des travailleurs va peut-être les surprendre.

Tchad

À QUAND LE TITRE DE PRÉSIDENT À VIE POUR DÉBY ?

Le président tchadien Idriss Déby portera désormais le grade de maréchal. Il lui a été décerné le 26 juin dernier par la majorité des députés tchadiens pour «services rendus à la nation». Il lui reste encore un peu de temps pour devenir empereur ou président à vie comme Bokassa, Idi Amin Dada ou Mobutu. Il se sent protégé par son armée et aussi par les troupes françaises présentes dans ce pays, mais Bokassa et Mobutu se sentaient aussi protégés et puis ils ont été lâchés lorsqu'ils ne faisaient plus l'affaire de leurs protecteurs.

Immigration

LES GRAVES RÉPERCUSSIONS DU CONFINEMENT ET DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

À cause de la situation de confinement, les travailleurs immigrés n'ont pas pu envoyer de l'argent au pays. Cela a rendu encore plus difficile la vie de nombreuses familles car elles se sont retrouvées sans ressource alors que la crise sanitaire et la crise économique ont rendu la vie encore plus chère qu'auparavant.

De plus, certains travailleurs immigrés partis en voyage dans leur pays avant l'épidémie de corona virus, sont restés coincés chez eux car le trafic aérien entre l'Europe et l'Afrique a été interrompu. Cela a pénalisé davantage la situation de leurs familles. Jusqu'aujourd'hui le trafic aérien n'est pas encore rétabli.

Selon un récent rapport de la Banque mondiale, la chute des transferts monétaires a été de l'ordre de 23 % en Afrique. Si on prend l'exemple du Mali, le montant des transferts représentait plus d'un milliards de dollars en 2017, soit 6,7 % du PIB malien, sans tenir compte de l'argent qui ne passe pas par le circuit officiel. Près de 30 % des transferts officiels proviendraient de la diaspora malienne de France (120 000 personnes) la plus grande hors du continent africain.

Forage réalisé à Troula, dans la commune de Guidimakan Kéri Kaffo, cercle de Kayes au Mali, par l'Association des Jeunes de Troula en France (AJTF) avec les fonds récoltés auprès de divers donateurs

Le Mali n'est cependant classé que neuvième parmi les pays africain bénéficiant des fonds envoyés par ses expatriés et le troisième des pays francophones du continent, après le Sénégal et la République démocratique du Congo (RDC).

Ce qui veut dire que la vie de millions de personnes en Afrique (pour ne prendre que l'exemple de ce continent) dépend du salaire des travailleurs immigrés. Ils ne s'occupent pas que de nourrir, de vêtir et de soigner leurs familles mais également de la

construction d'écoles, de maternités, de châteaux d'eau, de travaux d'irrigation et même parfois de routes reliant leurs villages aux axes principaux. C'est l'État qui devrait prendre en charge ces constructions et ces travaux d'utilité collective mais on ne voit les représentants de l'État que lors de l'inauguration des travaux réalisés avec l'argent des travailleurs et des ONG, juste le temps de poser devant les caméras.

International

C'EST TOUT LE SYSTÈME CAPITALISTE QU'IL FAUDRA DÉBOULONNER !

L'assassinat de George Floyd, un citoyen américain par des policiers blancs racistes suscite à juste raison la colère et l'indignation de millions de personnes aux États-Unis d'Amérique. Comment accepter de continuer à vivre dans un système aussi odieux, sous la menace permanente de flics crapuleux, spécialement dressés contre des gens pauvres surtout lorsqu'ils ont la peau noire ? La réponse, ce sont ceux-là même qui subissent ces exactions, ces harcèlements au quotidien et à longueur de temps qui la donnent à leur façon. Très rapidement c'est-à-dire à la vitesse que permet l'informatique, ces sentiments de colère et d'indignation se transforment en révolte contre les symboles, en l'occurrence les statues des hommes qui incarnent ce système.

Des statues de généraux confédérés du sud des États-Unis ont été déboulonnées par des manifestants en colère. Quelques autres figures connues d'anciens marchands d'esclaves, sont tombées, emportées par la même vague de révolte. Partout dans le monde, les gens ont bougé pour dire non au racisme.

En Angleterre, dans la ville de Bristol, la statue d'un certain Edgard Colston, ancien marchand d'esclaves, est tombée le 7 juin. En Belgique, c'est celle du roi Léopold II qui a été retirée par la ville d'Anvers. Un buste de ce même roi, connu pour sa férocité au Congo, a été démonté à la suite d'une pétition d'étudiants de l'université de Mons.

À Paris, la station de métro Gallieni a été rebaptisée symboliquement des noms de Josette et Maurice Audin. Ce dernier était un jeune mathématicien militant du Parti communiste en Algérie. Il fut assassiné le 30 juin 1957 par l'armée française. Gallieni fut l'un des pires massacreurs lors des conquêtes coloniales françaises. Il réprima dans le sang les révoltes des populations locales qui venaient d'être asservies par la France.

C'est à Madagascar qu'il s'illustra le plus tristement. Arrivé dans cette île en 1896, un an après sa conquête par l'armée française, il y mena pendant dix ans une répression féroce contre les guérillas locales. Il y a eu la révolte des Menalamba, celle des VVS et de bien d'autres sociétés secrètes. Elles avaient en commun de ne pas accepter cette domination coloniale.

La statue de Louis Faidherbe, érigée en 1891 sur la place qui porte son nom à Saint-Louis, au Sénégal

Au Congo, en RDC, au Sénégal et dans bien d'autres pays anciennement colonisés, il y a aussi des jeunes qui dénoncent le fait que l'on maintienne encore dans les pays africains des noms de rues, de places ou de ponts honorant des colonisateurs comme

Gallieni, Faidherbe (gouverneur du Sénégal de 1854 à 1861 et de 1863 à 1865) et autres.

Nous, communistes, qui luttons pour une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme et de toutes formes d'oppression, sommes solidaires de celles et ceux qui se révoltent contre les symboles de l'oppression raciale et coloniale. Notre combat ne doit pas s'arrêter là, c'est tout le système capitaliste qu'il faudra un jour renverser car c'est lui est à la base de ces oppressions.

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir